

français, l'impérialisme français, dernière forme du capitalisme. Quel est l'ennemi du Riffain ? Le même. Donc, les travailleurs français doivent soutenir les Riffains et considérer les peuples coloniaux comme des frères de misère puisque, comme eux, ils luttent contre le même ennemi et que tout coup qu'ils porteront aux banquiers et aux industriels, aux gros propriétaires et à leurs valets les ministres, affaiblira les maîtres des travailleurs de ce pays. »

En 1945-1946, les stalinien ont apporté un « soutien » dérisoire à l'Indochine, et, au moment des événements d'Algérie, ont traité les leaders du parti du peuple algérien, dont Messali Hadj, de « fascistes ».

Leur position officielle est : la démocratisation et le « renforcement » de l'« union libre et fraternelle ».

Si l'on considère les partis nationaux aux colonies qui représentent l'ancienne majorité de la population, on voit que ceux-ci refusent la soi-disant union libre et fraternelle :

Ainsi : le Viet Minh (Indochine),  
l'Istiqlal (Maroc),  
le P.P.A. (Algérie),  
le Destour (Tunisie),  
les députés nationalistes malgaches.

Où donc les stalinien voient-ils l'« union libre et fraternelle » et que signifie son « renforcement » ?

Les trotskystes veulent « renforcer » les liens entre le prolétariat métropolitain et indigène. Pour cela, mots d'ordre suivants :

— Droit de réunion, d'organisation, de presse aux colonies. Reconnaissance légale du P.P.A., de l'Istiqlal, du Destour.

— Droits syndicaux complets. Rattachement des syndicats coloniaux à la F.S.M. si ceux-ci désirent avoir les mains libres par rapport à la C.G.T. française.

— Libération immédiate de tous les emprisonnés politiques.

— Dans chaque colonie, élection au suffrage universel et direct d'une Assemblée constituante indigène, seule qualifiée pour décider du statut futur du pays et pour trancher « librement » la question de l'Union française.

— Retrait des troupes d'occupation.

— Expropriation des grandes compagnies et remise des terres aux paysans indigènes.

— Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, jusques et y compris la séparation.

## HENAFF N'EST PAS PRESSE

Au meeting de Wagram sur l'Indochine, organisé par « Franc-Tireur », Hénaff a répondu aux ouvriers qui criaient : « C. G. T. à l'action », « Indépendance de l'Indochine ! » :

— La C. G. T. choisira elle-même l'heure de l'action. Elle ne se la laissera pas imposer par ses ennemis. (Les trusts.)

C'était en novembre 1945.

# Le CAS de l'Allemagne et de la Ruhr

1. Rappeler tout d'abord qu'il n'y a pas de solution française à la situation présente en dehors d'une solution internationale : la prospérité ou la crise, la paix ou la guerre ne sont pas des phénomènes qui contourneront les frontières d'un pays quelconque.

2. Le point crucial des difficultés entre alliés à l'heure actuelle, c'est l'Allemagne.

On a vu tout récemment des divergences sur la question de la Ruhr notamment.

Les dirigeants du mouvement ouvrier en France, les stalinien notamment, ont proposé :

a) de prendre le charbon de la Ruhr,  
b) de faire de la Ruhr un Etat indépendant.

Que valent ces solutions ?

3. Le charbon de la Ruhr, on le prend déjà. Même si la production augmentait (il faudrait aux mineurs de la Ruhr de meilleures rations), cela n'apporterait aucune solution. Le charbon pris ne sert ni les travailleurs allemands ni les autres travailleurs d'Europe ; autrefois, les mineurs de la Ruhr travaillaient pour des capitalistes allemands ; maintenant ils travaillent pour des capitalistes d'autres nationalités.

La solution n'est pas dans l'appauvrissement de la Ruhr, au contraire. C'est le plus grand centre industriel européen. En le paralysant, on a paralysé l'économie allemande et par suite l'économie européenne. Si l'Allemagne ne produit pas, n'exporte pas et n'importe pas, tous les autres pays d'Europe souffriront dans leur vie économique.

4. On dira que la Ruhr peut être relevée à condition de ne pas faire partie de l'Allemagne !

La Ruhr, un état indépendant, cela ferait des frontières de plus. La guerre n'a-t-elle pas montré qu'il y avait déjà trop de frontières.

Le traité de Versailles avait créé une demi-douzaine d'Etat nouveaux et cela multiplia les causes de conflits.

La solution n'est pas dans la création d'un ou de plusieurs nouveaux Etats européens, mais tout au contraire dans l'unification économique et politique de l'Europe (comparer avec l'étranglement de jadis par les barrières provinciales jusqu'à leur destruction par la révolution bourgeoise).

5. Mais « UNIR L'EUROPE » n'est-ce pas le programme de Hitler ? Non, mille fois non. Hitler, au service du capitalisme allemand, cherchant à développer celui-ci, a subjugué et asservi l'Europe. Toute autre puissance capitaliste dont la force d'expansion mènerait à s'étendre sur l'Europe ne pourrait faire autre chose que l'impérialisme allemand : asservir l'Europe, non l'unir.

6. Par exemple, le capitalisme anglais, son champion Churchill préconisait un

« bloc occidental ». De quoi s'agit-il ? Le capitalisme anglais, très malade, coincé entre deux géants, les U.S.A. et l'U.R.S.S., cherche à s'allier, à la façon de l'aveugle et du paralytique, avec d'autres petits impérialismes malades pour mieux se faire payer leur concours à l'impérialisme yankee.

7. Le seul moyen d'unir l'Europe, ce sont les travailleurs qui le possèdent ; c'est, par la lutte, de créer dans chaque pays un gouvernement ouvrier et paysan. Dans ce cas, la fédération des différents pays en des Etats-Unis socialistes d'Europe ne présenterait aucune difficulté. Les travailleurs des différents pays n'ont pas de rivalités fondamentales qui les opposent.

8. Mais, dernière objection, les travailleurs allemands ont été complices de Hitler : c'est un odieux mensonge.

En 1933, ils sont tombés victimes, les premiers, abandonnés par leurs directions tandis que Hitler était soutenu par de puissants trusts internationaux.

De 1933 jusqu'à la guerre, on a fait le plus grand silence sur les camps hitlériens remplis essentiellement de travailleurs allemands.

Pendant la guerre, au lieu d'aider les travailleurs allemands à se soulever, au lieu de leur donner des armes à cet effet, on les a soumis à des bombardements terrifiants.

Et malgré cela les travailleurs allemands ont bougé.

La presse dite d'information, la grande presse ouvrière n'ont rien dit.

Mais voici ce qu'écrit le correspondant d'une des plus grandes publications bourgeoises destinées à informer les capitalistes de façon très sérieuse. Dans « The Economist » du 23 mars 1946, on lit :

« L'état d'esprit de la gauche allemande est en fait plus extrême que celui de l'administration militaire soviétique. En Allemagne orientale comme partout, l'effondrement du fascisme a été suivi de démonstrations d'un caractère socialement révolutionnaire. Les ouvriers s'emparèrent des usines et réglèrent les comptes des directions nazies ou nazifiées. Les mêmes choses se produisirent dans la Ruhr. Mais, dans l'ouest, les armées occupantes prirent sur elles de rétablir « la loi et l'ordre... »

9. Les travailleurs allemands se sont révoltés comme les travailleurs italiens ; mais ils ont été une fois de plus abandonnés.

En luttant ici, en France, pour le gouvernement ouvrier et paysan, nous aiderons les travailleurs allemands à reprendre le combat, nous aiderons à la création des Etats-Unis socialistes d'Europe.

